



Madame la Directrice Académique,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

Parce qu'il faut respecter l'Ecole publique et laïque, ses personnels et ses élèves en la dotant de moyens suffisants pour accueillir dignement tous les élèves et pour cesser d'aggraver les conditions d'exercice des personnels, nous étions nombreux en grève jeudi dernier. Des actions se poursuivent d'ailleurs cette semaine tellement le ras-le-bol est profond et palpable à tous les échelons.

Un remaniement ministériel et une conférence de presse du Président de la République sont venus colorer une actualité pourtant déjà bien surchargée. Une ministre qui crée la polémique dès son entrée en fonction et des annonces disparates (uniforme, Marseillaise, plus d'EPS, d'EMC, d'arts...) serviront-ils la cause des personnels de notre ministère et des élèves ? Dans ces temps de travail sur les DHG, il est difficile, si ce n'est impossible, de se projeter sereinement sur la préparation de la rentrée 2024.

Pour l'UNSA Education, il faudra recommencer le travail de persuasion des mandats que nous portons. Nous vous posons des questions légitimes : pensez-vous que le vivier de personnels sera suffisant notamment en Français et en Maths où des tensions existent déjà dans certains territoires ? Pensez-vous que les réformes répondent aux besoins urgents du système éducatif, aux exigences de l'hétérogénéité et de la mixité, à l'égalité des chances pour lutter contre tout déterminisme ?

Pour l'UNSA Education c'est une décision de raison de ne pas réduire les moyens de l'Ecole voire de les renforcer par l'annonces des +574 ETP dans le second degré au lieu des 484 suppressions initialement prévues sur tout le territoire.

Il aurait cependant été également pertinent de renforcer les équipes de vie scolaire, de santé et d'accompagnement social. Comment allez-vous équilibrer l'équation, au moment où les concours ne font plus recette, pour satisfaire les priorités malgré la baisse des effectifs prévues : pérennité des dédoublements dans le 1^{er} degré, groupes de niveaux en 6^{ème} et 5^{ème} pour le Français et les Mathématiques, augmentation des heures en Français, Maths et Histoire Géo en lycée pro ?

Comment faire mieux réussir les élèves les plus en difficultés quand l'Ecole Inclusive, enjeu majeur de l'Ecole, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan, sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'Education tel qu'il est défini dans la Convention Internationale des Droits de l'enfant et par la loi d'égalité des chances de 2005 ? Cette approche met en souffrance des personnels, des enfants et leur famille en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins des élèves.

Fonctionnement, recrutement et justice sociale notamment...autant de crises toujours plus présentes et qui comme en 2023 font craindre que la réalité du quotidien des personnels et des élèves continue d'être ignorée. Toutes ses problématiques se retrouvent en Dordogne quand on examine la répartition locale des moyens. On le sait vous faites avec ce qu'on vous donne. Des ouvertures de divisions ont été possibles et certaines DHG abondées pour la mise en œuvre des priorités nationales retenues pour le 2nd degré sans que nous n'ayons ni décret, ni circulaire d'application. Cette répartition des moyens n'est pourtant pas en adéquation avec les besoins réels du système éducatif sur notre territoire et va de nouveau dégrader les conditions d'enseignement notamment dans les collèges. Ce qui nous rend perplexe et nous inquiète.

Le taux d'HSA augmente et reste élevé : les équipes de chaque discipline seront-elles en capacité d'absorber ces HSA ?

Il était déjà difficile ces dernières années de disposer des marges de manœuvre suffisantes pour mettre en œuvre les choix pédagogiques et le fonctionnement serein des collectifs pédagogiques aptes à satisfaire les besoins de leurs élèves. La répartition des DGH dans les établissements est un casse-tête s'apparentant de plus en plus à la quadrature du cercle. Le choix des groupes de niveaux en 6^{ème} et 5^{ème} pour deux disciplines vient compliquer davantage la donne par la contrainte qu'il crée avec la mise en barrettes nécessaires des emplois du temps. Qu'en sera-t-il de la qualité des emplois du temps des professeurs de Maths et de Français, et du travail plus complexe des équipes pédagogiques pour le suivi des groupes d'élèves ? Qu'en sera-t-il réellement des groupes à flux variables, 15 ou 30 ? Selon le nombre d'élèves par établissement ayant des résultats faibles aux évaluations nationales, il sera probablement nécessaire la création de groupes supplémentaires, et comment ?

Que dire du changement forcé de concept ? Ne plus penser groupe classe, concept à nos yeux tout aussi formateur pour l'intégration, le vivre ensemble et l'appartenance que peut l'être l'uniforme aux yeux de M. le Président de la République !

Est-ce à dire que les équipes devront renoncer à toutes les réponses déjà mises en œuvre dans les collèges (accompagnement personnalisé ou enseignements optionnels) à destination des autres niveaux ? En quoi ces dispositifs seraient-ils moins légitimes, moins utiles, moins efficaces ? L'homogénéité et les groupes de niveaux, à l'encontre des recommandations de bonne gouvernance portées par les recherches universitaires et les

organismes internationaux n'aident pas les élèves à progresser, l'UNSA Education préfère pour cela l'hétérogénéité, la mixité et des réponses adaptées aux besoins spécifiques de leurs élèves, issues de l'expertise, une nouvelle fois négligée, des professionnels que nous sommes. Pour répondre à des sirènes médiatiques et politiques, le gouvernement abandonne le principe d'émancipation par l'Ecole au profit d'une orientation précoce des élèves, accentuant ainsi les inégalités. Quel devenir en 4^{ème} et 3^{ème} pour des élèves qui auront passé deux années dans le groupe des « fragiles » ?

L'Ecole Inclusive se résumerait-elle à ces groupes de niveau ? Comment interpréter le sort réservé aux SEGPA ? Moins d'élèves y seront scolarisés en 2024/2025.

Dans le département, nous saluons le travail engagé sur les ouvertures ULIS, il est plus que nécessaire de le poursuivre car les établissements sont là aussi sous pression.

L'UNSA Education dénonce des mesures trompeuses aussi bien sur les constats qui les motivent que sur les promesses qui se veulent séduisantes. Pour réellement lutter contre l'échec scolaire et améliorer le niveau des élèves, il est urgent de cesser de nous mentir. Regretter l'Ecole révolue évite sans doute de reconnaître le vrai malaise de l'Ecole d'aujourd'hui, à savoir le manque de mixité sociale. Les annonces pour un « choc des savoirs » renforcent davantage le tri, la sélection et la ségrégation que le niveau des élèves. Cela ne fera qu'aggraver le dualisme scolaire et les clivages dans la société toute entière. La feuille de route du gouvernement entraîne tout le système dans une impasse qui tend à détruire les chances des élèves, en particulier les plus fragiles, qui peinent à trouver leur place à l'Ecole de tous. Par leur choix d'investir insuffisamment et mal, de renvoyer les difficultés et les manques de l'Ecole aux personnels, le gouvernement continue de pousser à bout ceux qui font l'Ecole. Il génère exaspération, défiance, voire détresse. Tels seront les mots qui concluront cette déclaration plus qu'alarmante.

Merci pour votre attention !

Les représentants des personnels de l'UNSA Education.